

Écrit et compilé par Trudy Huskamp Peterson, Présidente, HRWG

Commentaires.

Je connais les noms de 3 personnes qui ont eu la lèpre dans les années 1970. Devrais-je ? Probablement pas. J'ai eu connaissance de ces noms par l'intermédiaire d'un ensemble de records qui ont été numérisés et mis en ligne par une bibliothèque. Il se peut que les personnes nommées soient encore vivantes ou bien pas, mais leurs descendants le sont probablement, et considérant l'infamie d'une telle maladie, ils ne seraient probablement pas très contents d'apprendre qu'un parfait étranger originaire d'un autre pays soit au courant. Cela serait encore plus problématique et vraisemblablement profondément éprouvant, si quelqu'un de leur connaissance, disons un camarade d'école, découvre cette information.

Comment cela est-il arrivé ? Apparemment la bibliothèque détenait les documents sur microfilms, et avec la permission du pays ayant transféré les microfilms, la bibliothèque a entrepris leur numérisation. Je suppose que le microfilm était disponible dans le passé à quiconque venait à la bibliothèque, une politique qui a privilégié ceux qui vivaient à proximité des bibliothèques ou qui avaient les moyens de voyager. Mais cela ne protégeait pas l'information sensible : seule une décision de ne pas donner accès pouvait le faire.

L'erreur originale avec les archives relatives aux lépreux fut de filmer l'information et de la rendre disponible. Une fois que la page est sur microfilm, il est difficile de la retirer d'un utilisateur ou bien de retirer le rouleau entier ou d'enlever l'image devant être retirée. (Je me souviens d'un archiviste exaspéré, se demandant "Que suis-je censé faire – me tenir debout derrière le chercheur et mettre fin à la consultation quand le chercheur est sur le point d'atteindre la page ? ") C'est très différent avec les archives digitales, comme nous le savons. Soustraire à la consultation un document numérisé est juste une question de remplacer l'image par une image informant de son retrait. Mais cela signifie que la bibliothèque ou les archives devraient revoir les images numérisées et prendre des décisions relatives à l'accès avant de mettre les images en ligne.

Qu'en est-il de l'argument qu'une fois le document révélé, il devrait continuer à l'être ? Comme Google l'a découvert, le système judiciaire européen n'est pas du même avis (pour une réflexion approfondie en la matière, voir l'article d'Antoon De Baet, "L'opinion d'un historien sur le droit à l'oubli," cité plus loin). Si les archivistes dans le passé ont commis l'erreur de rendre accessibles des documents qui ont eu un impact négatif sur les droits de l'homme de la personne vivante, incluant le droit à l'intimité, cela a besoin d'être corrigé. Il n'y a pas de honte à admettre une erreur relative quant à l'accès, mais mettre le préjudice sur les autres quant à la disponibilité des archives est une erreur.

Nouvelles du Groupe de Travail sur les droits de l'homme. Le congrès du Conseil International des Archives qui se tiendra à Seoul du 5 au 10 septembre, consacrerá selon le programme du comité, 8 sessions sur le thème de l'"usage des records et des archives dans le domaine de la justice, de la promotion et du travail de réconciliation. Proposée par le groupe de travail des droits de l'homme, il y aura une session sur les principes de base du rôle des archivistes et des records managers pour supporter les droits de l'homme et une session sur les archives sujettes à risque.

Nouvelles Internationales.

Banque Européenne de Reconstruction et de Développement. L'équipe juridique de transition de l'EBRD a publié "Accessibilité des décisions judiciaires dans les pays où opèrent l'EBRD : une revue comparative," qui a analysé les accès dans 25 économies en transition. La recherche a corroboré la découverte de l'équipe en 2010 selon laquelle il y a de "sérieuses difficultés quant à obtenir accès aux décisions des cours de justice, même dans les pays où la loi explicitement rend obligatoire l'accès public gratuit aux décisions." <http://2015.lit-ebd.com/articles/article1.html>

Cour Criminelle Internationale (CCI). Par 2 votes contre un, la cour a clôturé le cas de vice-président du Kenya, arguant que la cour avait d'insuffisantes preuves pour procéder au cas. Cependant, la cour n'a pas acquitté l'accusé. http://www.eurasiareview.com/07042016-big-blow-to-icc-as-final-kenya-case-thrown-out-analysis/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29

La CCI a lancé une enquête sur de potentiels crimes de guerre au Burundi selon *VICE News* and *Reuters*. Cela fait suite au vote d'une résolution du Conseil de Sécurité pour permettre à la police des Nations Unies de surveiller la sécurité au Burundi et à une déclaration par le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme selon laquelle au Burundi "depuis le début du conflit, mon équipe a recensé au moins 345 nouveaux cas de torture et de mauvais traitement." <https://news.vice.com/article/the-icc-will-investigate-potential-war-crimes-in-burundi-after-a-year-of-violence>; <http://www.africanews.com/2016/04/19/torture-and-illegal-detention-on-the-rise-in-burundi-un-rights-chief/>; http://www.nytimes.com/2016/04/19/world/africa/burundi-is-torturing-prisoners-in-crackdown-on-dissent-united-nations-says.html?_r=0

Tribunal Pénal International pour le Rwanda. Le *New York Times* a publié de nouveau un éditorial demandant urgemment que les archives du Tribunal International pour le Rwanda soient transférées au Rwanda. L'éditorial notait que "les Nations Unies prétendent que le déménagement des archives au Rwanda mettrait entre autre en danger les témoins," mais soutient que le "refus continu de transférer les archives au Rwanda sert seulement les intérêts des négationnistes du Génocide, les personnes qui en font l'apologie et les sympathisants." <http://www.newtimes.co.rw/section/article/2016-04-13/198907/>

Nations Unies. Dans son discours révélateur à la Commission des Nations Unies sur la Population et le Développement, le secrétaire-général des Nations Unies Ban Ki-moon a déclaré que les gouvernements doivent collecter les données relatives au recensement et les utiliser afin de comprendre les changements démographiques pour les aider à élaborer des plans efficaces, afin de fournir un service optimal en matière de santé, et pour mettre fin aux inégalités. Il a ensuite ajouté, "Quand je suis né, mes parents n'ont pas enregistré la date de ma naissance." Selon *The Shanghai Daily*, les dates de naissance sur les passeports de Ban et de son épouse sont différentes de leur réelles dates de naissance et Ban "a encouragé tous les pays à avoir les archives de ces naissances et de garantir les droits des citoyens et leur identité." http://www.shanghaidaily.com/article/article_xinhua.aspx?id=326562

A la requête du gouvernement chypriote, les Nations Unies vont ouvrir les archives de la force de maintien de la paix à Chypre, selon *Cyprus Mail*. Toujours selon *Cyprus Mail*, le gouvernement a "aussi reçu l'assurance que les décisions d'accès des records de l'ONU seraient prises à New York" concernant Chypre et les personnes disparues. Le membre grec chypriote du comité des personnes disparues a déclaré que la coopération est au ralenti avec la Turquie malgré la décision du Conseil de l'Europe incitant la Turquie à coopérer en fournissant des informations sur les personnes disparues. L'archevêque chypriote Chrysostomos a déclaré que cela serait "tout à l'honneur de la Turquie" si son armée fournissait des informations pertinentes." <http://cyprus-mail.com/2016/04/18/unfiyp-archives-opened-up-to-aid-search-for-missing/>

Nouvelles du monde / Nouvelles générales.

Archives du monde des affaires. Les records des compagnies minières ont reçu beaucoup d'attention en Avril. Une ONG, "the Global Initiative Against Transnational Organized Crime", "a mené sur le terrain et dans les sièges une étude en Amérique latine entre février et décembre 2015 afin d'enquêter sur les liens entre le crime organisé et l'extraction illégale d'or et d'explorer la façon selon laquelle la connexion entre le crime organisé, les fonds criminels liés à l'extraction illégale d'or et les groupes terroristes, facilite le blanchissage d'argent et la corruption, déplace les populations locales de façon forcée, accélère la

dégradation de l'environnement et crée des situations d'exploitation du travail forcées, le trafic de la main d'œuvre et sexuel.” Les chercheurs ont utilisé “des données originales fournies par la Division des Statistiques des Nations Unies (base de données COMTRADE),” une base de données mondiale sur le travail appelée BACI qui réconcilie les déclarations des exportateurs et importateurs,” et les données douanières des pays importateurs tels les Etats-Unis, le Canada et la Suisse.

<http://www.globalinitiative.net/download/global-initiative/Global%20Initiative%20-%20Organized%20Crime%20and%20Illegally%20Mined%20Gold%20in%20Latin%20America%20-%20April%202016%20%28web%29.pdf>

Le *New York Times* a publié une longue histoire sur 11 femmes guatémaltèques qui ont poursuivi Hudbay Mineral Inc., une “vaste industrie minière, de gaz et de pétrole,” arguant qu’elles avaient été violées par des hommes qui sont venues pour les expulser des terres où la compagnie dit qu’elle avait des droits d’extraction. Les juristes des femmes ont déclaré que “la société mère canadienne avait été négligente pour ne pas voir mis en place un système efficace de surveillance afin de comprendre ce que ses affiliés guatémaltèques faisaient.” Les juristes des femmes s’attendent à recevoir “des milliers de pages de documents internes” de la part de Hudbay.

http://www.nytimes.com/2016/04/03/world/americas/guatemalan-womens-claims-put-focus-on-canadian-firms-conduct-abroad.html?_r=2

Au Guatemala, également, la licence autorisant le 10 mars les compagnies américaines Kappes, Cassidy and Associates (KCA) à extraire de l’or à Progreso VII, Derivada, a été révoquée par le ministre de l’Energie et des Mines. Cependant, selon le *Reno Gazette-Journal*, “des rapports de témoins appuyés par des photographies et des vidéos prises pas plus tard que le 29 mars montrent que KCA continue ses opérations d’extraction.” <http://www.rgj.com/story/opinion/voices/2016/04/11/one-view-guatemala-mine-owned-nevada-firm-operating-outside-law/82915918/>

Finalement, aux États-Unis dans l’état de Virginie, un opérateur de mine de charbon qui avait enregistré ses réunions et ses conversations téléphoniques et “reçu des rapports de production toutes les demi-heures,” a été condamné à seulement un an de prison pour conspiration en violation des règles de sécurité, a rapporté le *New York Times*. Une explosion dans l’une de ces mines a tué 29 personnes en 2010. Pour plus d’information, voir Nouvelles HRWG 2015-10.

Beaucoup de personnes importantes dans le monde entier qui trichaient sur leur déclaration d’impôts ont été exposées lorsque plus de 11 millions de records internes de la société de droit du Panama ont été obtenus par le Consortium international des journalistes enquêteurs, le quotidien allemand *Suddeutsche Zeitung* et d’autres partenaires médias. Le centre pour les droits économiques et sociaux, une ONG, a exhorté les gouvernements à se mettre d’accord “pour échanger automatiquement les informations sur les personnes imposables” et établir un “registre public des propriétaires bénéficiaires ultimes de ces avoirs détenus” dans le pays. <http://cesr.org/article.php?id=1834>

VICE News a rapporté que les “Panama papers” incluait des informations sur une compagnie nommée International Art Center et sur une autre société “bien connue des amateurs d’art avec des sociétés enregistrées” par le biais d’une société de droit. Les “records de la société mentionnent assez d’art pour remplir un petit musée” et beaucoup fournissent la preuve pour une bataille juridique au sujet d’un tableau d’Aedeo Modigliani que le petit-fils d’un marchand d’art juif croit avoir été volé à son grand-père par les nazis. <https://news.vice.com/article/how-the-panama-papers-exposed-secrecy-in-the-art-market>

En parlant du pillage d’œuvres d’art par les Nazis, le *New York Times* a publié un article par une femme qui se demande si sa famille possède un tableau pillé par les Nazis. Pendant quatre ans, elle a essayé de “retracer l’origine du tableau” afin de le vendre mais cela fut infructueux: “les Nazis étaient de très bons conservateurs de records. Mais pas assez pour m’aider à savoir si cette œuvre provient d’un vol ou d’une honnête transaction. .” http://www.nytimes.com/2016/04/10/arts/design/does-my-family-own-a-painting-looted-by-nazis.html?_r=0

Changement climatique. Utilisant les preuves collectées et rassemblées par des rapports publics, “des histoires de l’industrie, des articles scientifiques, des témoignages oraux, des brevets,” et des records gouvernementaux, le « Center for International Environmental Law », une ONG et *Inside Climate News* ont découvert que “les risques de changement climatique avaient été discutés au sein du cercle étroit des industries pétrolières dans les années 1960, plus tôt que précédemment documentés.” Plusieurs procureurs

général aux États-Unis “ont maintenant commencé à enquêter pour savoir ce que les compagnies pétrolières savaient au sujet des changements climatiques et ce qu’elles avaient décidé de faire avec cette connaissance.” <http://insideclimatenews.org/news/13042016/climate-change-global-warming-oil-industry-radar-1960s-exxon-api-co2-fossil-fuels>

Records médicaux. L’Académie des États-Unis des Sciences, de l’Ingénierie et de la Médecine a publié un résumé de sa séance de travail, “les promesses et périls des stratégies digitales pour atteindre l’égalité en terme de santé.” Elle a conclu que puisque la technologie est capable de changer comment les gens interagissent avec le système de santé et de soins et avoir plus d’information sur leur santé, “si les technologies peuvent être développées et implémentées pour améliorer l’accès et favoriser la qualité pour les membres de tous les groupes d’âge, la transformation continue des soins de santé pourrait réduire les disparités raciales et ethniques sur le plan sanitaire tout en améliorant les soins pour tous.” <http://www.nationalacademies.org/hmd/Reports/2016/Promises-and-Perils-of-Digital-Strategies-in-Achieving-Health-Equity.aspx>

Vie privée. Un étudiant à l’école d’art Rodchenko à Moscou a photographié “environ 100 personnes qui se sont assises en face de lui dans le métro” et a ensuite “utilisé FindFace, une application de reconnaissance faciale qui exploite la technologie de réseau neural, pour essayer de les retrouver en Russie sur le site de médias sociaux VK,” a rapporté *IDG News Service*. Il a appris qu’il “était très facile de retrouver 60 à 70 % des personnes âgées entre 18 et 35 ans, bien que cela soit plus difficile pour les personnes plus âgées.” Le directeur exécutif de l’ONG “Privacy Rights Clearinghouse” a déclaré que la technologie de reconnaissance faciale est l’un des trois problèmes liés à la vie privée à l’heure actuelle.” <http://www.pcworld.com/article/3055305/analytics/your-face-is-big-data-the-title-of-this-photographers-experiment-says-it-all.html>

Données sur les victimes liées à la guerre de Syrie et d’Iraq. Le service de recherche du Congrès des États-Unis a publié un rapport très utile sur les défis méthodologiques afin de déterminer le nombre de morts en Syrie et en Iraq. En observant 12 groupes en charge de trouver les morts en Syrie et leur nombre, ils ont pu noter les difficultés liées à la collecte des données et la différence qui en résulte quant au nombre de victimes. <http://www.fas.org/sgp/crs/mideast/IN10474.pdf>

Nouvelles bilatérales et multilatérales.

Algérie/France. Lors de la visite d’une délégation française à Alger, le ministre algérien des Combattants et le ministre français des Anciens Combattants et de la Mémoire ont discuté à nouveau de la restitution à l’Algérie des archives françaises de la guerre d’indépendance de l’Algérie, des dossiers des personnes toujours disparues lors de la guerre d’indépendance, et des archives liées au test nucléaire dans le sud de l’Algérie, a rapporté *El Moudjahid*. Pour plus d’information, voir *Nouvelles HRWG 2016-01*. <http://www.elmoudjahid.com/fr/actualites/93051>

Canada/Japon. Dans un article illustré par des objets tirés des collections de la Bibliothèque et des Archives du Canada, *The Daily Beast* a raconté la rapatriation forcée après la seconde guerre mondiale : “presque 4000 Japonais canadiens, près d’un cinquième de la population totale, ont été rapatriés ou déportés au Japon alors appauvri et dévasté par la guerre. Plus de la moitié des déportés “étaient des citoyens Canadiens nés au Canada, et de ce groupe, un tiers était constitué d’enfants de moins de 16 ans.” <http://www.thedailybeast.com/articles/2016/04/10/canada-hounded-japanese-even-after-wwii.html>

Chili/Allemagne. “L’Allemagne déclassifie ses dossiers sur la colonie Dignidad, une secte au Chili dirigée par un Nazi pédophile,” a rapporté *AFP*. Lors de la dictature de Pinochet, la police secrète chilienne a utilisé la colonie ; le directeur de la colonie a été condamné pour violation des droits de l’homme. Les poursuites sont en cours, l’une émanant des anciens résidents “contre l’État chilien autorisant le fonctionnement du camp pendant plusieurs années” et une autre contre l’Allemagne “pour avoir échoué à aider ses ressortissants qui étaient maltraités au sein de la colonie.” <http://www.timesofisrael.com/germany-opens-files-on-chile-sect-run-by-nazi-pedophile/>

République Tchèque/Russie/Ukraine. En Ukraine, les archives des agences de la police secrète soviétique du service de sécurité, du ministère de l’Intérieur, de la Défense, et d’autres structures similaires et civiles de défense seront transférées aux Archives publiques de l’Institut de la Mémoire Nationale Ukrainienne fin 2017 afin de créer “un accès simple et ouvert aux archives,” a rapporté *Euromaidan Press*. De plus, la

République Tchèque transfère en Ukraine des documents relatifs aux actions des agences des services spéciaux tchécoslovaques contre l'Organisation des Ukrainiens Nationalistes, pendant que le côté ukrainien transfère des archives relatives au cas criminel contre les anciens résidents tchécoslovaques réprimés par le régime totalitaire soviétique.” <http://euromaidanpress.com/2016/04/11/ukraine-prepares-to-make-soviet-kgb-archives-available-online/#arvlbdata>

France/Rwanda. En Avril 2015, le gouvernement français a annoncé que les archives relatives au génocide du Rwanda en 1994 seraient accessibles aux chercheurs, aux associations de victimes et au public. Cependant, les archives de la présidence de François Mitterrand relatives au Rwanda restent pour la plupart closes, a rapporté *FranceInter*. <http://www.franceinter.fr/depeche-genocide-rwandais-les-archives-de-l-elysee-toujours-inaccessibles>

Indonésie/États-Unis. Human Rights Watch (HRW) a déclaré que “les États-Unis doivent publier l'information contenue dans les archives confidentielles relatives aux massacres anti-communistes de 1965-1966 [en Indonésie], comme les officiels de haut-rang ont répété constamment qu'ils n'avaient pas assez de témoins ou de preuves suffisantes pour amener les responsables devant la justice,” a rapporté le *Jakarta Globe*. La Commission indonésienne pour les droits de l'homme a écrit au président américain Barack Obama demandant la publication, mais le directeur de la commission a dit que “le gouvernement indonésien a besoin d'ajouter sa voix pour que le gouvernement américain ouvre ses archives.” Voir aussi Indonésie ci-dessous. <http://jakartaglobe.beritasatu.com/news/us-must-open-archives-1965-66-massacre-human-rights-watch/>

État Islamique. Le *New York Times* a rapporté : “Quelque part, il y a des archives digitales contenant les portraits des combattants des réseaux de l'État Islamique en Europe. L'image de chaque combattant était stockée dans une base de données pendant des mois l'an dernier à Paris et après chaque acte de terreur, le groupe l'a consulté et publié des photographies.” http://www.nytimes.com/2016/04/14/world/middleeast/in-online-magazine-isis-paints-a-portrait-of-brussels-attackers.html?_r=0

Israël/Palestine. “Les interviews avec les enfants palestiniens qui ont été détenus, les vidéos et les rapports des avocats révèlent que les forces de sécurité israéliennes utilisent des forces non nécessaires en arrêtant et détenant les enfants,” a rapporté Human Rights Watch. “Selon le groupe des droits des enfants palestiniens et le groupe israélien des droits de l'homme B'Tselem, qui se fondent sur l'information émanant de l'Autorité des Prisons israélienne, le nombre d'enfants palestiniens arrêté en Cisjordanie depuis octobre, quand les violences ont augmenté, s'est accru de 150 % en comparaison à l'année précédente.” <https://www.hrw.org/news/2016/04/11/palestine-israeli-police-abusing-detained-children>

Israël/Rwanda. La Cour Suprême Israélienne a établi que les “records documentant les ventes d'armes au Rwanda durant le génocide de 1994 resteront fermées et tenues secrètes au public,” a rapporté *The Times of Israel*. Les juges ont cité la section 9 du « Freedom of Information Act d'Israël » autorisant les retraits d'information s’il y a un souci quant à la sécurité nationale, ses relations diplomatiques, la sécurité du public ou le bien-être des individus.” Les preuves d'Etat sont dans ce cas scellées. <http://www.timesofisrael.com/records-of-israeli-arms-sales-during-rwandan-genocide-to-remain-sealed/>

Royaume Uni/Irlande du Nord/États-Unis. Juste quand tout semblait fini, le gouvernement britannique a cité a comparaître Boston College “cherchant à accéder aux interviews enregistrées données par le prisonnier de l'IRA [Irish Republican Army] Dr. Anthony McIntyre,” a rapporté *The Irish Times*. Pour plus d'information sur cette longue controverse, voir *Nouvelles HRWG* 2015-05 et 10. <http://www.irishtimes.com/news/ireland/irish-news/boston-college-subpoenaed-for-anthony-mcintyre-interviews-1.2624190>

Nouvelles nationales.

Australie. La Commission Royale en charge des réponses institutionnelles au sujet des abus sexuels sur les enfants a publié un article de consultation sur les soins à domicile en mars qui résolut à la fois le partage de l'information et l'accès aux archives. La Société Australienne des Archivistes a fourni une réponse utile sur la préservation et l'accès à ces archives liées au soin qui ont des implications en terme de droits de l'homme. <http://www.archivists.org.au/documents/item/787>

La fondation australienne sur la vie privée a qualifié la décision du gouvernement de stocker tous les noms des Australiens et leurs adresses collectées par le recensement pendant 4 ans d'«Orwellien», a rapporté *delimiter.com*. Dans de nombreux pays, les données relatives au recensement sont une source d'information très riche pour les chercheurs, ceux travaillant sur les histoires familiales, ce qui n'aurait pas été possible si l'information avait été détruite.

<https://delimiter.com.au/2016/04/14/australian-privacy-foundation-slams-orwellian-census-data-retention/>

Bangladesh. Le Centre pour les affaires et les droits de l'homme de l'Université de New York a publié un rapport de recherche sur le secteur du textile au Bangladesh. Après l'effondrement de l'usine Rana Plaza en avril 2013 qui a laissé presque 1200 travailleurs morts, les usines ont passé des accords formels pour améliorer les droits et la sécurité. Cependant, le centre a découvert que seulement de 27% des 7000 usines de confection textile au Bangladesh sont couvertes par les accords (ce qui exclut de fait environ 3 millions d'ouvriers) et même dans les usines plus grandes, «les échecs pour affirmer les droits du travail sont légion.» Pour cette recherche, le Centre a utilisé la base de données gouvernementale des usines, 2 sites internet d'association du commerce et les registres des usines ainsi que les publications mensuelles des usines qui ont signé les accords: un total de plus de 11000 records d'usines.

<http://news.trust.org/item/20160420154502-t8mo0/>

Bosnie. Le gouvernement de la fédération de Bosnie-Herzégovine (une des deux entités de Bosnie) projette de «créer une commission pour vérifier si les victimes de viol durant la guerre dans les années 1990 ont droit à une indemnisation, » a rapporté *BIRN*. La fédération a reconnu les victimes de viol comme des victimes de guerre en 2006, mais sous «l'actuelle législation, pour obtenir la reconnaissance du statut de victime de guerre, quiconque a souffert d'un viol durant la guerre doit être examiné par un Institut pour le rapport médical.» Les critiques disent que ce genre de procédures «a peu de justification plus de 20 ans après la fin de la guerre.»

http://www.balkaninsight.com/en/article/bosnia-s-federation-to-establish-commission-on-war-rapes-04-15-2016?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter+-+NEW&utm_campaign=533058d446-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_a1d9e93e97-533058d446-319755321

Brésil. Au début des années 1980, la photographe brésilienne Claudia Andujar a commencé à prendre des photos du peuple Yanomami dans la forêt amazonienne « pour être utilisées comme archives d'immunisation. Avec deux médecins, elle a passé 3 années à photographier les villageois un par un pour les identifier avec une carte de santé parce que les Yanomami n'ont pas de noms, » a rapporté *Thomson Reuters Foundation*. Andujar a mis 500 de ses photos dans une galerie à Minas Gerais, espérant éduquer les gens sur les menaces qui planent sur les Yanomami «par un amendement constitutionnel qui permettrait de changer les frontières des réserves actuelles et permettrait au secteur privé de se lancer dans des projets agricoles, miniers et autres.

<http://news.trust.org/item/20160405170711-alsap/>

Burkina Faso. Utilisant les données de l'UNICEF, Amnesty International a rapporté que plus de la moitié des filles âgées de 15 à 17 ans dans la région du nord du Sahel étaient mariées, bien que le mariage forcé est illégal, «la loi s'applique seulement au mariages enregistrés par l'état, plutôt qu'aux cérémonies traditionnelles et religieuses qui représentent la plupart des mariages forcés et précoces du Burkina Faso. » selon *Thomson Reuters Foundation*.

<http://news.trust.org/item/20160426110527-vx6lk/> pour le rapport
<https://www.amnesty.org/en/documents/afr60/3851/2016/en/>

Canada. La cour d'appel de l'Ontario a statué que les records du Processus d'Evaluation Indépendante «Independent Assessment Process (IAP)» qui statuaient sur les plaintes de 38 000 personnes qui ont cherché compensation pour leur traitement dans les internats ne sont pas des records gouvernementaux, «ce qui devrait être laissé à la discrétion des individus survivants s'ils souhaitent avoir leurs records archivés ou non, » et si le survivant ne demande pas à conserver les records, ils peuvent être détruits, selon *The Star*. La cour en a décidé ainsi par 2 voix contre une, avec le juge en désaccord qui a conclu que les records sont des records gouvernementaux et plaidant, «si les documents de l'AIP sont détruits, nous oblitérons une part importante de notre effort à gérer un des moments obscurs de notre histoire.»

<http://www.thestar.com/news/gta/2016/04/04/evidence-on-abuse-at-residential-schools-can-be-destroyed-court-rules.html>; decision
<http://www.ontariocourts.ca/decisions/2016/2016ONCA0241.htm>

Pendant plus de 60 ans après 1885, les peuples autochtones ne pouvaient pas quitter leurs réserves sans autorisation écrite: un laissez-passer. Un documentaire sur le système des laissez-passer est sorti en 2015,

suscitant l'intérêt des archives historiques relatives au régime des laissez-passer. Selon *The Star*, le réalisateur a découvert une lettre de 1941, apparemment aux Archives et à la Bibliothèque Nationale du Canada, "ordonnant que tous les laissez-passer soient retournés à Ottawa pour destruction." Un porte-parole pour les affaires autochtones et le développement du Nord du Canada a écrit au *Star*, "les archives historiques étaient détruites, résultat d'un exercice normal de destruction à l'échelle du gouvernement des records gouvernementaux datant du siècle dernier." Elle a ajouté que ce qui était considéré administratif et sans intérêt à une certaine date puisse être considérés avec une valeur historique aujourd'hui, ce qui alors n'était alors pas compris ou anticipé. D'autres records ont été détruits accidentellement (feu, inondation etc.). Les principes de base sur le rôle des archivistes et records managers dans le soutien des droits de l'Homme statuent qu'il y a une responsabilité archivistique pour considérer les problèmes relatifs aux droits de l'homme quand il faut décider ou non de garder les records."

Le premier président de la cour provinciale de Colombie Britannique a déclaré que l'accès en ligne aux cas où une personne n'était pas reconnue coupable d'un crime devrait être limité, a rapporté *The Globe and Mail*, mais "l'information concernant les acquittements, les rejets et les arrêts des poursuites continueront à être disponibles pour les journalistes qui visitent le Greffe de la cour en personne," privilégiant les chercheurs à proximité de la cour ou ayant de l'argent pour voyager.

<http://www.theglobeandmail.com/news/british-columbia/restrict-online-access-to-court-cases-not-resulting-in-conviction-bc-judge-says/article29602849/>

Égypte. Utilisant l'information fournie par l'ONG égyptienne "Egyptian Coordination for Rights and Freedoms", Human Rights Watch a rapporté qu'"au moins 7 420 Egyptiens civils" ont été jugés par des cours militaires depuis octobre 2014. Les procès de masse ont été utilisés par le gouvernement, et "la liste fournie à Human Rights Watch documente 324 cas, identifiant les accusés par leur nom, leur sexe, gouvernorat, et numéro de cas, et dans beaucoup de cas par la profession et par l'âge. Le plus grand cas implique 327 accusés. <https://www.hrw.org/news/2016/04/13/egypt-7400-civilians-tried-military-courts>

Guatemala. Un élu du Congrès du Guatemala, Baudilio Hichos, est sous le coup d'une enquête pour corruption et est aussi lié à une unité de police "responsable de meurtres, tortures et de disparitions durant les 25 ans de guerre civile," a rapporté *Nomada*. Dans les archives de la police nationale, *Nomada* "a découvert des documents qui décrivent le mode opératoire de "l'unité au camion blanc" (une unité "responsable de la capture, de la disparition et de la torture et du meurtre de personnes suspectées d'être des membres de la guérilla"). Pendant presque 12 ans, l'élu du Congrès était membre de la "Force de Garde du trésor" qui dirigeait la campagne du "camion blanc". <http://www.insightcrime.org/news-analysis/guatemala-congressman-tied-to-police-death-squad>

Honduras. Le journal *El Heraldo* a révélé les conclusions et les extraits des documents de dossiers créés par les enquêteurs honduriens sur le meurtre du responsable anti-drogue au Honduras en 2009 et l'assassinat 2 ans plus tard du conseiller du tsar de la lutte anti-drogue. Les deux enquêtes concluent que les chefs suspects étaient les mêmes commandants de police, aidés par des officiers de rang inférieur, a rapporté le *New York Times*. Fin avril, plus de deux douzaines de commandants de police ont été licenciés. L'Organisation des Etats Américains a envoyé une commission anti-corruption, et le groupe a dit que le premier cas traité sera celui de l'assassinat de l'activiste environnemental Beata Caceres. Pour plus d'information, voir Nouvelles HRWG 2016-03.

<http://www.nytimes.com/2016/04/16/world/americas/files-suggest-honduras-police-leaders-ordered-killing-of-antidrug-officials.html?action=click&contentCollection=Americas&module=RelatedCoverage®ion=EndOfArticle&pgtype=article>

Inde. Le *Times of India* a rapporté qu'avec la publication de la dernière tranche de records gouvernementaux relatifs à Netaji Subhas Chandra Bose, il est maintenant clair que "des dossiers, incluant une proposition pour garder les cendres de Bose dans un mémorial à Red Fort à Delhi, étaient soit pas vraiment identifiables ou bien détruits. Il est probable que la plupart des dossiers ont été détruits dans les années 60 ou 70." Pour plus d'information, voir Nouvelles HRWG 2016-01. .

<http://timesofindia.indiatimes.com/india/Congress-governments-destroyed-Netaji-files-Declassified-papers/articleshow/51608387.cms>

"L'état occidental indien du Maharashtra a retrouvé la trace du plus grand nombre d'enfants disparus dans le pays dans le cadre de la campagne nationale, depuis janvier 2015, selon *Thomson Reuters Foundation*. Plus de 12 000 ont été identifiés depuis janvier 2015 : dans une impressionnante démonstration de

l'insuffisance des records gouvernementaux relatifs aux enfants disparus, "les premiers rapports d'information [au Maharashtra], première étape de l'enquête, qui ont été enregistrés par la police représentent moins d'un quart des enfants retrouvés." <http://news.trust.org/item/20160408000347-8un8/>

En janvier, le gouvernement du Jammu et Cachemire a déclaré que sa direction des archives "n'avait eu aucun transfert régulier" depuis 1947; en avril, selon le *Kashmir Reader*, le gouvernement "a déclaré qu'aucun document d'archives, y compris ceux documentant les décisions du cabinet, n'avaient été préservés dans les archives de l'état les 31 dernières années." Le ministre des finances et de la culture a informé les cadres du gouvernement: "Je veux voir à partir de maintenant chaque décision du cabinet, chaque ordre du gouvernement d'importance structurelle et d'autres importants documents, archivés." <http://kashmirreader.com/2016/04/official-documents-cabinet-decisions-not-archived-since-1985/>

Indonésie. Le Président Joko Widodo a donné des instructions à son gouvernement "de commencer à collecter l'information sur les fosses communes qui seraient éparpillées sur l'archipel indonésien" à partir des purges de 1955-1956 lorsque des centaines de milliers de personnes auraient été tuées par les militaires indonésiens "et d'autres," selon le *New York Times*. L'ONG Commission pour les personnes disparues et les victimes de violence (KONTRAS) a déclaré qu'elle a des preuves de l'existence d'au moins 16 fosses communes contenant au moins 40 corps chacune." Le gouvernement a demandé aux groupes leur recherche sur la période, mais le directeur de KONTRAS est inquiet, demandant, "combien de ces données seront vraiment utilisées ?" http://www.nytimes.com/2016/04/27/world/asia/indonesia-1965-massacre-graves.html?_r=2

KONTRAS a dit à *Radio New Zealand News* que la situation des droits de l'homme ne s'améliore pas en Papouasie, mentionnant des "abus souvent commis par les forces de sécurité contre les Papous essayant d'exercer leur droit à la liberté d'expression, à la liberté de se rassembler et la liberté de mouvement." Le directeur a déclaré que les données de KONTRAS montrent que l'année dernière "plus de 1200 personnes ont souffert d'harcèlement, de meurtre, de torture et de mauvais traitement." <http://www.radionz.co.nz/international/pacific-news/301234/indonesian-rights-body-notes-rampant-rights-abuses-in-papua>

Iran. Le chef de la police de Téhéran a annoncé qu'il déployait 7 000 hommes et femmes, "force invisible et discrète dans les rues de Téhéran pour reporter les infractions relatives au code moral islamique," a écrit Haleh Esfandiari dans le blog du think tank du *Wall Street Journal* (Esfandiari, un intellectuel irano-américain a été emprisonné en Iran pendant 110 jours en 2007). "Ces agents n'ont aucun pouvoir d'arrestation, mais ils auraient des portables et pourraient prendre des photos des plaques d'immatriculation par exemple, qu'ils pourraient envoyer à la police, qui donnerait alors des amendes." http://blogs.wsj.com/washwire/2016/04/29/in-iran-a-telling-uproar-over-undercover-police-force-for-moral-code/?mkt_tok=eyJpIjoiWIRrd05EZ3pNelF3TjJFeCIsInQiOiJQQUk3dll5eWZoMU0wZmdyREhPckErUmRTcWd0NVFKSXNYTnJBaWthUEU2TWZKejVaMzNjWnk3enZZblhGVVhRQ0kzOVZueUlpNk5wd2tONjNleXplQnEzMXZMNHlhaDc4V2NseGZrZnp5bz0ifQ%3D%3D

Israël. Les Archives d'Etat d'Israël ont annoncé qu'avant la numérisation et la mise en ligne de documents, ces derniers "seront revus par les appareils de censure militaire d'état." De plus, une fois que les documents sont disponible électroniquement, l'usage des dossiers papier sera terminé, bien que "seulement 2,5 % des 400 millions de documents dans les archives ont été numérisés, a rapporté 972. Les chercheurs peuvent demander la numérisation des documents qu'ils souhaitent consulter. <http://972mag.com/the-end-of-history-at-israels-state-archives/118541/> et <http://972mag.com/israels-state-archivist-opens-up-about-censorship-digitization/118567/>

Macédoine. Le président a pardonné tous les politiciens qui faisaient l'objet d'investigations, selon *BIRN*. Le service spécial des poursuites judiciaires, créé l'automne dernier à l'aube de la crise relative à l'enregistrement illégal et la fuite de ces enregistrements, a enquêté à propos de possible cas de corruption, torture d'opposants politiques, destructions illégales d'équipement de surveillance policier et falsification des documents d'identification personnelle et violation des droits "des anciens ministres et hauts dignitaires d'état". Pour plus d'information, voir Nouvelles HRWG 2015-09. <http://www.balkaninsight.com/en/article/macedonia-president-abolishes-incriminated-politicians-04-12-2016>

Mali. La Commission Vérité, Justice et Réconciliation a travaillé pendant 6 mois et est prête à ouvrir ses bureaux régionaux, a rapporté l'ONG Centre International pour la Justice de transition. Elle a "rédigé les brouillons de formulaire de prise de note" et "est en train de travailler en collaboration avec des

organisations civiles et des défenseurs des droits de l'homme à la rédaction du rapport cartographique préliminaire, fondé sur une vaste documentation relative aux violations passées qui se sont déjà produites." Il prévoit de rapporter aux "autorités judiciaires" tous les cas qui ne peuvent faire l'objet de réconciliations, ou dans lesquels la victime demande ouvertement un châtement." <https://www.ictj.org/news/mali-truth-justice-reconciliation-commission-peace>

Mexique. Le Groupe d'Experts engagé par la Commission Interaméricaine des droits de l'homme pour fournir une assistance technique dans l'enquête des 43 étudiants disparus de l'école normale d'Ayotzinapa a présenté son rapport final et a projeté des vidéos de l'enquête du gouvernement mexicain. Le gouvernement mexicain a refusé de demander au Groupe de continuer son travail. Le rapport "met en lumière les différents moyens du gouvernement pour empêcher l'enquête et entraver la justice, incluant la forte probabilité que la preuve a été falsifiée et que les suspects ont été torturés pour obtenir des confessions," a rapporté le bureau de Washington sur l'Amérique latine. Beaucoup de découvertes et de recommandations ont trait aux archives; celle-ci particulièrement : "Bien que le Mexique soit en voie de transition vers un système judiciaire antagoniste, beaucoup d'états ainsi que le gouvernement fédéral s'appuient sur le système légal écrit, ce qui requiert la documentation pour n'importe quelle procédure. Trop de papiers peuvent empêcher le processus et rendre difficile à comprendre le contenu des enquêtes criminelles. Les experts ont souligné que dans le cas d'Ayotzinapa, le dossier contenait 188 volumes, chacun ayant entre 500 et 1000 pages." Pour le rapport, voir:

<https://drive.google.com/file/d/0B3wuz7S3S9urNFFIZUNMSldQUlk/view?pref=2&pli=1>; for the Commentaires sur les points clés http://www.wola.org/commentary/case_of_the_43_disappeared_students_key_points_from_the_group_of_experts_final_report?blm_aid=24246

Une vidéo montrant des officiers de la police fédérale et des soldats mettant de façon répétitive un sac plastique sur la tête d'une femme et la menaçant de la tuer "est devenue virale," a dit Human Rights Watch. Le secrétaire à la Défense mexicain, dans un discours aux membres des forces armées, s'est excusé pour ces actions. L'Office fédéral du procureur général a reçu plus de 2400 plaintes d'allégation de torture en 2014 : cependant, le rapporteur spécial des Nations Unies sur la torture a déclaré en 2015 que le gouvernement "a reporté seulement 5 cas de condamnations pour torture entre 2005 et 2013."

<https://www.hrw.org/news/2016/04/21/mexico-response-torture-video-falls-short>

Népal. Le 17 avril, la Commission d'Investigation sur les personnes disparues forcées et la Commission Vérité et Réconciliation ont commencé à recevoir des plaintes de la part des victimes du conflit armé entre 1996 et 2006. Les plaintes seront acceptées pendant seulement 60 jours ; le premier jour 125 plaintes furent déposées (selon le *Kathmandu Post*) et 2 344 jusqu'au 28 avril (selon le Groupe de Crise International).

<http://kathmandupost.ekantipur.com/news/2016-04-18/transitional-justice-now-trc-starts-registering-cases.html>;

<http://www.crisisgroup.org/en/publication-type/crisiswatch/crisiswatch-database.aspx?CountryIDs=%7b51A978D8-CC9E-4FAF-950F-CD7C18A1BDB4%7d#results>

Oman. PEN International a envoyé un avis selon lequel l'écrivain et réalisateur de film omanais Abdullah Habib était détenu le 15 avril "sûrement en relation avec le message posté sur Facebook où il appelait le gouvernement à révéler les sites d'enterrement des rebelles morts durant la rébellion Dhofar (1962-1976)." Il a été libéré le 4 mai, aucune charge n'a été retenue contre lui. <https://pen.org/rapid-action/2016/04/29/oman-prominent-artist-released-detention>.

Pakistan. Les forces de police du Punjab ont commencé à numériser tous les records et documents, a rapporté *Newsweek Pakistan*. La base de données centrale "contiendra l'information sur les 720 postes de police dans la province, ainsi que les données biographiques sur les agents y travaillant." Le directeur général adjoint a déclaré qu'en "mettant en place un système numérique, la police s'assurera que personne ne passe à travers les mailles du système. ." <http://newsweekpakistan.com/punjab-police-2-0/>

Philippines. Il est difficile pour les citoyens d'exercer leurs droits pour connaître ce que le gouvernement fait s'ils ne savent pas où sont les archives. La présidence de Benigno Aquino, Jr s'achevant, le *Philippine Daily Inquirer* a publié un article d'un historien qui a listé les archives des présidents philippins qui sont éparpillées – tous semblent les avoir considérées comme leurs archives personnelles et non la propriété du gouvernement – et a demandé ce qui arrivera à "la montagne de documents qui détaillent les 6 années de présidence d'Aquino et ce qui sera jeté. <http://opinion.inquirer.net/94478/mining-treasure-in-presidential-papers>

Qatar. Les chercheurs d'Amnesty International ont visité le Qatar trois fois et ont interviewé 234 travailleurs migrants travaillant pour des compagnies construisant les complexes sportifs pour la coupe du monde de football en 2022. Amnesty a entretenu une correspondance détaillée avec les sociétés qui emploient les travailleurs migrants interviewés, et a revu la documentation disponible publiquement pour établir certains faits concernant les contrats et sous-contrats. "Le rapport établit qu'il y a eu un usage systématique des travailleurs migrants, les torts étant partagés avec la FIFA, le gouvernement du Qatar, et les compagnies et organisations dans la chaîne contractuelle.

Roumanie. Le procureur général par intérim a rouvert l'enquête sur les morts (estimées à 1166) lors des protestations en 1989 qui ont entraîné la chute du régime communiste de Ceausescu. Une enquête de 1990 par le procureur militaire n'aboutit pas; en octobre 1995, "les procureurs roumains ont clôturé tous les dossiers relatifs aux événements de 1989 déclarant qu'il n'y avait pas des preuves pour poursuivre," a rapporté *Balkan Insight*. Les archives des précédentes enquêtes devraient être disponibles pour la nouvelle enquête.

<http://www.balkaninsight.com/en/article/romania-to-investigate-deaths-over-1989-protests-04-07-2016>

Russie. Le Kremlin a publié et transcrit les notes d'une réunion entre le président Vladimir Poutine et Andrei Artizov, le chef de l'Agence fédérale des Archives. Le président a déclaré que les archives « ont une valeur particulière pour le pays, et c'est pour cette raison que nous avons décidé de mettre l'Agence fédérale des Archives sous l'autorité directe du président." Artizov a dit qu'une loi récente réduit "la durée de conservation des documents relatifs aux données personnelles de 75 à 50 ans.

<http://en.kremlin.ru/events/president/news/51635>

Serbie. "L'armée et la police serbe font systématiquement obstruction à l'accès public d'information qui pourrait exposer leurs officiers dans l'implication de méfaits commis lors de la guerre dans les années 1990," a écrit *BIRN*. En réponse aux requêtes de *BIRN*, ils ont déclaré qu'ils n'avaient pas l'information demandée ou qu'ils n'avaient pas les documents sur le sujet ou qu'un "carnet" n'était pas un document officiel. Un rapport, "Les services secrets priment sur le droit à la Vérité" par le Centre Humanitaire juridique, affirme que "l'accès de ces documents était non seulement dénié aux chercheurs et ONG mais aussi aux organes gouvernementaux responsable de la poursuite des crimes de guerre."

http://www.balkaninsight.com/en/article/serbian-ministries-block-public-access-to-war-files-04-07-2016?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter+-+NEW&utm_campaign=0a358bb2d4-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_a1d9e93e97-0a358bb2d4-319755321

BIRN a également rapporté que la première cour à Belgrade a ordonné au Centre humanitaire juridique de payer 550 000 dinars (un peu moins de 5 000 euros) au chef de l'armée serbe pour "la détresse causée par les dommages à son honneur et sa réputation" suite à la publication du rapport en 2012. Le rapport établit que lorsqu'il était commandant dans l'Ouest de la Serbie en 1994 et 1995, il a remis les captifs Bosniaques aux forces serbes bosniennes qui le sont exécutés. Le rapport était fondé sur "des preuves crédibles et de nombreux témoignages, incluant les documents d'ICTY, des rapports médias, et des documents du site web du ministère de la défense serbe." http://www.balkaninsight.com/en/article/belgrade-rights-group-slam-verdict-against-serbian-general-04-12-2016?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter+-+NEW&utm_campaign=dd39b0124a-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_a1d9e93e97-dd39b0124a-319755321

Afrique du Sud. Les Sud-Africains dont les terres ont été confisquées par les lois racistes de l'Apartheid ont déposé plus de 27 000 plaintes au bureau des plaintes mobiles dans les 6 bus et camions qui parcourent les zones rurales, a rapporté *Thomson Reuters Foundation*. Les véhicules contiennent l'équipement électronique pour enregistrer sur place les plaintes." <http://news.trust.org/item/20160428142502-v9o6d/>

Le département de la Justice a remis aux Archives de l'Histoire de l'Afrique du Sud (SAHA) une copie de la base de données des victimes de la Commission Vérité et Réconciliation, a rapporté SAHA. SAHA espère rendre accessible au public cette base de données à la fin de l'année, après avoir procédé à son traitement. http://www.saha.org.za/news/2016/April/press_release_trcs_victims_database_released_by_the_department_of_justice.htm

Corée du Sud. Le ministère de la Justice sud-coréen a annoncé qu'il "créera un service d'archives interne afin de garder un œil sur les violations des droits de l'homme, afin aussi de retrouver les personnes responsables dans le futur." a rapporte *The Korea Herald*. Le ministère de l'Unification transfèrera les archives collectées des transfuges nord-coréens à ces nouvelles archives.

Syrie. Le *New Yorker* publie un long et détaillé article au titre évocateur: "Les dossiers d'Assad : capturer les documents top-secrets qui lient le régime syrien aux massacres et tueries."

www.newyorker.com/magazine/2016/04/18/bashar-al-assads-war-crimes

Turquie. Trois professeurs "qui ont signé une pétition pour la paix en janvier 2016 ont été emprisonnés," trente autres ont été démis de leurs fonctions et 27 suspendus par leurs universités, a rapporté Human Rights Watch (HRW). "Le procureur d'Istanbul responsable pour les crimes terroristes, mène une enquête criminelle sur tous ces professeurs qui ont signé la pétition." (Plus de 2000 ont signé la pétition, qui appelait à la reprise des pourparlers avec le parti Kurde PKK.) L'un des professeurs suspendus a dit à Human Rights Watch qu'après avoir signé la pétition, "la police a fouillé sa maison et son bureau et pris des copies de son disque dur ainsi que d'autres biens." <https://www.hrw.org/news/2016/03/16/turkey-academics-jailed-signing-petition>

Royaume-Uni. Le secrétariat du Royaume-Uni aux Affaires économiques a annoncé que le gouvernement prévoit de "privatiser le cadastre du Royaume-Uni vieux de 140 ans," a rapporte *Thomson Reuters Foundation*. Le registre contient "environ 24 million de titres de propriété en Angleterre et aux Pays de Galles." L'ancien greffier en chef du Cadastre y est opposé, soutenant que la propriété publique du registre foncier "est vitale pour la transparence." <http://news.trust.org/item/20160414154240-q8m7x/>

The Guardian a rapporté que "les agences de renseignement britanniques ont collecté secrètement des données personnelles depuis la fin des années 1990 et admettent en privé qu'elles ont collecté des informations sur des personnes qui n'ont probablement aucun intérêt sur le plan du renseignement et de la sécurité." La divulgation est venue d'un dépôt secret de plus de 100 mémorandums, formulaires et papiers de police, obtenus par « Privacy International » lors d'une dispute judiciaire sur le caractère légal de la surveillance." <http://www.theguardian.com/world/2016/apr/21/uk-spy-agencies-collected-bulk-personal-data-since-1990s>

Royaume-Uni/Irlande du Nord. En donnant des preuves au Comité des Affaires d'Irlande du Nord, le Commissaire des Victimes a déclaré que "la sécurité nationale ne devrait pas être utilisée pour cacher des actes gênants" et a décrit la sécurité nationale comme une justification pour cacher l'information telle "un éléphant dans un coin" qui a besoin d'être résolue, a rapporté *BBC News*. <http://www.bbc.com/news/uk-northern-ireland-36092671>

États-Unis. En 2014, l'Agence centrale de renseignement (CIA) a proposé aux Archives Nationales que l'Agence détruise les emails de tous les employés à l'exception de 22 de ses employés. La CIA a maintenant retiré sa proposition, qui a été condamnée par les législateurs des deux camps politiques, a rapporté *The Hill*. Un nouveau plan doit être finalisé le 31 décembre 2016, date à laquelle les agences doivent avoir un plan pour gérer leurs courriels considérés comme des archives fédérales.

<http://thehill.com/policy/national-security/275076-cia-withdraws-plan-to-destroy-email>

La cour d'appel du district de Columbia, prononçant une décision sur une affaire à l'initiative de l'Union des Libertés Civiles Américaines, a dit que le gouvernement peut soustraire des informations au public au sujet des attaques de drones, telles les dates, lieux et nombres de personnes tuées, et les mémos "soulignant l'autorité du gouvernement à mener ces opérations," a rapporté le *Washington Post*.

https://www.washingtonpost.com/world/national-security/appeals-court-dismisses-lawsuit-seeking-access-to-records-on-lethal-drone-strikes/2016/04/21/8ae1321c-07d8-11e6-b283-e79d81c63c1b_story.html

Le département des Vétérans a un nouvel œil au beurre noir. Après un audit surprise dans les 10 bureaux régionaux, l'Inspecteur General des Affaires aux Vétérans a découvert que les Affaires aux Vétérans "ont systématiquement détruit les documents relatifs aux demandes des vétérans, certains de ces documents affectant tout particulièrement leurs bénéficiaires," a rapporté *Stars and Stripes*. L'Inspecteur Général a déclaré que les employés ne connaissent pas les règles de gestion des records. <http://www.stripes.com/ig-report-va-has-been-wrongly-shredding-documents-needed-for-veterans-claims-1.404728>

Protéger nos défenseurs (POD) est une ONG “dédiée à résoudre l’épidémie de viol et de harcèlement sexuel chez les militaires et à combattre la culture répandue d’harcèlement sexuel et de punition contre les victimes.” Dans une déposition au Congrès en 2013, un haut dirigeant du Pentagone a dit qu’il y avait eu 93 cas d’agressions sexuelles sur une période de deux ans que “les autorités civiles locales ont refusé de poursuivre” mais les autorités militaires ont poursuivi et mené une action (49 dans l’Armée, 28 dans le corps des Marines, 6 dans la Navy and 10 dans les forces aériennes). POD a soumis des requêtes sous le couvert du Freedom Information Act au département de la Défense pour obtenir “la documentation relative aux 93 cas”, en a obtenu pour 54 cas de la part de l’Armée et 27 de la part du corps des Marines. La Navy a déclaré “qu’elle ne garde pas une telle documentation,” et les forces aériennes et les garde-côtes n’ont pas répondu. POD a trouvé que “plus des deux tiers des cas soumis n’étaient pas des cas d’agressions sexuelles dont les autorités civiles avaient décliné de poursuivre, qui furent plus tard poursuivis par les autorités militaires” et les commandants militaires “généralement ne poursuivent pas les cas d’agression sexuelle que les procureurs civils refusent de poursuivre.”

http://protectourdefenders.com/downloads/debunked/POD_Debunked_Report.pdf

Le Bureau des Alcools, tabacs, armes et explosifs dirige le centre national de suivi des armes à feu. Les magasins d’armes doivent garder les records indiquant le nom et les informations de contact de toutes les personnes qui ont acheté un pistolet, ainsi que le modèle, le calibre, le numéro de série, a rapporté Forbes. “Si un magasin d’armes ferme et plie boutique ou décide simplement d’arrêter de vendre des pistolets, il doit envoyer ses archives de ventes au Bureau des Alcools, tabacs, armes et explosifs ,” qui est en train de numériser les archives papier et les microfilms et créé une base de données qui peut chercher par magasin d’armes, et selon une certaine date, pour permettre de répondre aux questions relatives à l’acheteur originel de l’arme utilisée dans un crime. <http://www.forbes.com/sites/frankminiter/2016/03/28/the-atf-shows-off-its-gun-sale-record-mess-why-come-in-and-see/5/#6a09b18afb8d>

Un mort sur 5 par la police en 2015 “impliquait des officiers qui n’étaient pas publiquement identifiés,” a rapporté the *Washington Post*, qui mène un projet pour identifier le nombre de personnes tuées mortellement par la police, utilisant conjointement les informations du département de la police et les rapports de médias. https://www.washingtonpost.com/investigations/in-fatal-shootings-by-police-1-in-5-officers-names-go-undisclosed/2016/03/31/4bb08bc8-ea10-11e5-b0fd-073d5930a7b7_story.html

Le groupe de travail sur la responsabilité de la police de Chicago a publié son rapport, qui a découvert et condamné le racisme en se fondant sur les propres données du département de la police de Chicago. Parmi les recommandations se trouve une section (pages 131-136) sur la date de publication des incidents critiques audio et vidéo de la police, en particulier lors de morts ou de blessures sérieuses. <http://www.chicagotribune.com/news/local/breaking/ct-chicago-police-accountability-task-force-final-report-20160413-htmlstory.html>

États-Unis/New York. Un hôpital de New York a payé 2,2 millions de dollars pour régler une plainte de personnes qui étaient filmées ou avaient un parent filmé par l’équipe de télévision ABC sans le consentement des patients, notamment une personne qui souffrait et qui est morte devant la caméra. . <http://nypost.com/2016/04/22/hospital-pays-2-2m-after-allowing-dr-oz-show-to-film-dying-man/>

Uruguay. Le 28 mars, une information a été dérobée au Groupe de recherche d’archéologie médico-légale de la faculté des sciences de l’éducation, Université de la République d’Uruguay, Montévideo, et les membres de ce groupe ont été menacés. GIAP collecte des données sur les personnes disparues lors de la dictature militaire (1973-1985) en déterrants les restes humains des fosses communes clandestines. Merci à Antoon de Baets pour cette information. [Informe: La sociedad uruguaya reacciona frente al robo del laboratorio del equipo de Antropología forense; Declaración del Consejo](http://informe.org/la-sociedad-uruguaya-reacciona-frente-al-robo-del-laboratorio-del-equipo-de-antropologia-forense)

Publications, opportunités.

Le rapport annuel 2016 du réseau des Historiens Inquiets est disponible à l’adresse suivante: concernedhistorians.org/content/ar.html.

Couvrant les développements de 2015 et 2016, il contient des informations sur 107 pays. C'est le 22^e rapport compile par Antoon De Baets, qui a aussi publié "L'opinion d'un historien sur le droit à être oublié," *International Review of Law, Computing and Technology*, 2016, no. 1.
<https://doi.org/10.1080/13600869.2015.1125155>

Un nouveau guide de l'Institut de politiques publique en droits de l'homme de MERCOSUR a fourni des informations sur les archives relatives aux processus de répression dans le cône sud de l'Amérique latine (Argentine, Brésil, Uruguay, Chili, Bolivie et Paraguay) dans la seconde moitié du XX^e siècle.
<http://atom.ippdh.mercosur.int/>

Le réseau d'Amérique latine sur la transparence et l'accès à l'information publique a annoncé la publication en anglais de *Modèles d'archives de la Transparence et de l'accès au réseau d'information publique*. http://sia.eurosocial-ii.eu/files/docs/1459413034-DT_30_EN.pdf

Le Journal of Human Rights Practice a publié un numéro spécial sur la documentation, les droits de l'homme et la justice de transition : [Special Issue on Documentation, Human Rights and Transitional Justice](#).

Reporters sans Frontières a publié son *Index de la liberté de la presse* de 2016, avec la Finlande à nouveau classée au premier rang des pays ayant le plus de liberté sur le plan de la presse. <https://rsf.org/en/ranking>

L'institut Kennan recherche pour la Bourse Billington des candidats universitaires qui ont eu leur thèse il y a moins de 10 ans afin de conduire des recherches sur l'histoire russe et la culture, basé à l'Institut à Washington, DC pour 9 mois. La date limite pour postuler est le 20 mai 2016. Pour plus d'information, contactez kennan@wilsoncenter.org

Si vous avez des nouvelles à partager, envoyez-les directement à : trudy@trudypeterson.com ou j.boel@UNESCO.org

Pour souscrire au bulletin en version anglaise, veuillez remplir le formulaire à l'adresse : http://www.unesco.org/archives/hrgnews/hrg3_042010.php

Les numéros précédents du Bulletin en ligne se trouvent sur <http://www.ica.org/12315/hrwgnewsletter/list-of-hrwg-newsletters.html> et <http://128.121.10.98/coe/main.jsp?smd=2&nid=569829>

(Traduction française : Rémi Dubuisson)